

L'Afrique de l'Est en lutte contre une gigantesque invasion de criquets

PAR FANNY PIGEAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 16 MAI 2020

Déjà confrontés, fin 2019, à une première vague invasive d'essaims de criquets pèlerins, les pays de l'Afrique de l'Est n'avaient pas connu de crise acridienne aussi aiguë depuis plusieurs décennies.



Dans le nord-est du Kenya le 31 mars 2020. © FAO/Sven Torfinn

L'Afrique de l'Est est en alerte. Alors qu'elle combat, comme le reste du monde, la pandémie de Covid-19, elle tente aussi de contenir une gigantesque invasion de criquets pèlerins qui pourrait mettre en péril les ressources alimentaires de plusieurs millions de personnes. Cette infestation acridienne s'est manifestée fin 2019 par une première vague : des essaims de criquets étaient arrivés dans la région après avoir été transportés par les vents depuis la péninsule Arabique. Ils avaient trouvé sur place des conditions très favorables, créées par un cyclone survenu début décembre. Ils ont pu facilement se nourrir, se déplacer, se reproduire et pondre.

Quelques chiffres suffisent pour avoir une idée de la frayeur qu'ils ont inspirée à ceux qui les ont vus débarquer : un essaim parcourt entre 5 et 130 kilomètres par jour et sa taille varie de quelques centaines de mètres carrés à plusieurs centaines de kilomètres carrés. Chaque kilomètre carré d'essaim peut compter jusqu'à 80 millions de criquets adultes et consomme la même quantité de nourriture que 35 000 personnes en une journée, sachant que le criquet pèlerin s'alimente avec des feuilles, pousses, fleurs, fruits, graines, tiges, écorces... Presque toutes

les cultures et plantes intéressent cet insecte vorace : les céréales, les arbres fruitiers, les légumes, les herbes des pâturages.

Les ravages que les criquets ont causés en décembre 2019 ont toutefois été modérés : « *Les récoltes et rendements étaient déjà assurés quand ils sont arrivés, les agriculteurs ayant planté en octobre. L'impact sur la récolte a donc été très limité*, explique à Mediapart Cyril Ferrand, coordinateur des programmes de résilience en Afrique de l'Est, de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). *Il y a eu davantage de dégâts sur les zones de pâturage où les essaims se sont posés : les dommages ont été de l'ordre de 20 à 30 %. Mais ce à quoi nous avons assisté était des phénomènes relativement isolés.* »



Dans le nord-est du Kenya le 31 mars 2020. © FAO/Sven Torfinn

Mais les descendants des essaims originels s'annoncent bien plus nuisibles. Ce sont eux qui mobilisent aujourd'hui l'attention des pouvoirs publics et des organisations internationales. Une partie des spécimens de cette nouvelle génération est en train d'émerger, terminant sa maturation dans le nord et le centre du Kenya et dans le sud de l'Éthiopie, tandis que des bandes larvaires ont été observées dans l'Est éthiopien et au nord-ouest de la Somalie. Selon la FAO, qui a fait de cette crise l'une de ses principales priorités, de nouveaux œufs sont également sur le point d'éclore au Kenya, ce qui donnera bientôt des bandes larvaires supplémentaires, lesquelles se transformeront en essaims fin juin et en juillet.

Cette deuxième vague en préparation « *est potentiellement vingt fois plus importante que la première, puisque le criquet pèlerin a un cycle de vie et de reproduction tel que la population peut être multipliée par vingt tous les trois mois. Elle pose*

par conséquent un problème supérieur à celui que nous avons eu en décembre 2019 », souligne Cyril Ferrand, basé à Nairobi. Les habitants de la région doivent fouiller dans leur mémoire pour retrouver le souvenir d'une invasion aussi catastrophique : une telle situation s'est produite il y a 70 ans au Kenya, il y a 60 ans en Ouganda. La Somalie et l'Éthiopie ont quant à elles connu un épisode équivalent en 1993-1995.

L'inquiétude est forte à cause de l'augmentation du nombre d'individus, mais aussi parce que le déferlement à venir s'inscrit dans une période délicate du cycle agricole. Car, cette fois, les essaims seront formés et actifs avant et pendant la prochaine récolte, prévue pour juin. Actuellement, les paysans, profitant de la grande saison des pluies commencée en avril, terminent leurs semis de légumes et de céréales. Ils pourraient tout perdre si les criquets se posent sur leurs parcelles dans quelques semaines.

Cette perspective est d'autant plus préoccupante que la région est déjà fragile sur le plan alimentaire. Plusieurs pays connaissent des situations de conflits et une instabilité sécuritaire qui obligent treize millions de personnes à vivre aujourd'hui comme déplacées ou réfugiées, sans possibilité de produire leur nourriture.

La région est également victime, depuis 2016, d'épisodes climatiques extrêmes, faits de sécheresses et d'inondations, qui ont eu un impact négatif sur les rendements agricoles. Au total, vingt millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire. Les criquets pèlerins menacent désormais les ressources d'un à cinq millions de personnes supplémentaires. « Sans mesures de lutte à grande échelle, les dégâts et les pertes pourraient se chiffrer à 8,5 milliards de dollars d'ici fin 2020 », affirme par ailleurs la Banque mondiale.

Une course contre la montre est donc engagée afin de repérer et d'éliminer les bandes larvaires et les essaims, avant qu'ils ne se déploient. « Il s'agit de réduire la population de criquets à un niveau qui ne menace pas la sécurité alimentaire des populations. Les criquets ont une phase solitaire et une phase grégaire. C'est évidemment quand ils sont grégaires

qu'ils sont dangereux. Quand ils seront revenus à leur phase solitaire, on n'aura plus besoin de les tuer », précise Cyril Ferrand.



Un employé du ministère de l'agriculture asperge du pesticide sur des cultures au Somaliland le 5 mars 2020. © FAO/Isak Amin

La FAO, qui centralise les informations provenant des pays affectés et coordonne les opérations de contrôle, multiplie les pulvérisations de pesticides et bio-pesticides au sol et par air, utilisant des avions et des hélicoptères (ces épandages ne sont pas sans poser des problèmes environnementaux, même si les molécules utilisées ne sont plus actives après 24 heures). L'accent est mis sur les trois pays considérés comme formant l'épicentre de cette crise : le Kenya, l'Éthiopie, la Somalie. La FAO mènera des opérations ponctuelles au Soudan du Sud et en Ouganda si les essaims qui sont en Éthiopie et au Kenya s'y déplacent. « Des pays comme le Soudan, Djibouti, l'Érythrée et le Yémen, qui ont l'habitude de voir passer, de manière saisonnière, des essaims, sont pour leur part prêts à recevoir ceux qui arriveront chez eux à partir de juin, juillet », selon Cyril Ferrand.

La pandémie de Covid-19 complique évidemment la donne. Les criquets restent néanmoins une priorité nationale pour les pays concernés, qui enregistrent pour l'instant un nombre modéré de cas de personnes infectées par le coronavirus (le 1^{er} mai, l'Éthiopie comptabilisait 3 morts, le Kenya 17 et la Somalie 28). « Même s'il y a des restrictions, comme un couvre-feu au Kenya ou la fermeture des frontières, nos équipes peuvent continuer à opérer relativement normalement. Nos avions volent tous les jours », indique Cyril Ferrand.

La FAO, qui a obtenu 120 millions de dollars de divers bailleurs de fonds pour combattre ce fléau, a pour l'instant pu éviter une rupture des stocks en pesticides et bio-pesticides. La tâche reste cependant

ardue. Pour des raisons de sécurité, certaines zones, en Somalie et aux frontières Somalie-Kenya-Éthiopie, sont difficilement accessibles. La surveillance ne peut donc être complète, une partie des essaims et des bandes larvaires ne seront pas découverts à temps.

Ceux des essaims actuels qui auront échappé à la vigilance pondront et donneront naissance à une nouvelle génération de criquets. Ils resteront dans la région ou la quitteront, en fonction des conditions climatiques. Si à partir de juin, la saison des pluies s'arrête comme prévu et que le couvert végétal commence à jaunir et s'assécher, il y aura moins de nourriture pour eux et ils devront se déplacer. Ils partiront alors peut-être vers le Tchad qui deviendrait un point d'entrée dans la zone sahélienne.

Selon des simulations opérées par des chercheurs du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), des essaims, poussés par les vents, pourraient ainsi atteindre le sud du Tchad dès ce mois de mai ou en juin. Si les conditions climatiques y sont bonnes, ils pourraient alors se répandre en Afrique de l'Ouest et du Nord. Ce scénario a de quoi inquiéter, étant donné que 17 millions de personnes sont déjà en insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest – ce nombre pourrait tripler d'ici à août 2020, à cause, entre autres, de l'insécurité et du Covid-19. Autre possibilité évoquée par la FAO : les criquets qui sont en Somalie pourraient se déplacer vers l'Asie et grossir les essaims déjà présents en Iran et au Pakistan. Dans ces deux pays, des opérations sont en cours pour tenter de réduire l'impact de cette infestation acridienne.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.